



L'UNSA contre le cercle vicieux de l'austérité

2^{ème} plan Fillon - L'UNSA reçue par Xavier Bertrand, le 8 novembre - Luc Bérille, dans une déclaration, réagit aux mesures annoncées pour ajuster le budget aux perspectives de croissance 2012 ramenées à 1 %.

Alors que, dans une situation d'incertitude économique complète, des réajustements d'hypothèses de croissances interviennent tous les 2 mois, la fixation d'un horizon à 2016 relève d'une curiosité budgétaire...

Pour le reste, le contenu des mesures annoncées obéit toujours à la même logique que l'UNSA avait dénoncée lors du précédent plan. En refusant de remettre en cause les mesures TEPA sur les heures supplémentaires, au moment où le chômage se développe, le gouvernement fait l'impasse sur une recette possible de 4,5 milliards d'euros.

A contrario, il annonce un panier de réduction des dépenses de protection sociale qui impactera les plus fragiles, notamment par une désindexation de nombreuses prestations sociales. C'est une des mesures les plus injustes de ce plan qui aura des effets extrêmement graves à court et moyen terme.

L'accélération de la mise en œuvre de la réforme des retraites alourdira un des dispositifs les plus durs d'Europe en pénalisant les salariés seniors dont le taux de chômage s'est pourtant accru de 17,2 % sur un an !

Ces plans d'austérité, qui se multiplient partout en Europe, vont avoir pour effet de nous amener à une récession généralisée.

Si l'UNSA est favorable à un assainissement des comptes publics, elle ne peut cautionner une politique qui n'ouvre aucune perspective de croissance et condamne à une augmentation du chômage.

Délai de carence : non à la punition des malades !

15 novembre 2011

C'est par communiqué de presse que le gouvernement a annoncé son intention, non seulement d'instituer un jour de carence en cas d'arrêt maladie dans la Fonction publique, ce que l'UNSA avait condamné, mais de faire aussi passer son nombre de trois à quatre dans le secteur privé.

Cette annonce s'insère dans le cadre d'une campagne de dénigrement des salariés qui, dès lors qu'ils seraient en arrêt maladie, seraient automatiquement suspectés d'être tous des fraudeurs potentiels.

Outre le caractère très choquant de cette accusation, qui fait peu de cas du professionnalisme des médecins édictant les arrêts maladie, comme de la conscience professionnelle et morale des salariés, il s'agit très clairement de faire payer aux assurés sociaux malades la politique d'austérité décidée par le gouvernement.

Ces répercussions sociales toucheront particulièrement les plus modestes.

Ainsi, un salarié au SMIC, victime, par exemple, d'une affection virale contagieuse nécessitant, selon son médecin, un arrêt de travail, devrait-il le payer d'une amputation de son revenu net de quatre jours, soit près de 150 € !

Pour l'UNSA, punir les malades n'a rien à voir avec la responsabilisation des assurés sociaux.

A l'inverse, de telles mesures accentueront les inégalités devant le droit au soin.

Quant à la méthode brutale et unilatérale avec laquelle elles ont été annoncées, elle augure mal de « la sérénité, du sérieux et de l'objectivité » que le Président de la République a promis pour le Haut Conseil au financement de la protection sociale dont il a annoncé la création ce 15 novembre...

Chômage refuser la fatalité !

29 novembre 2011

34 400 demandeurs d'emploi de plus en octobre, 130 000 de plus depuis le 1^{er} janvier, la vague du chômage ne cesse d'enfler.

Nous sommes en train d'atteindre le chiffre record de 2009, avec plus de 2 800 000 demandeurs d'emploi.

Les politiques d'austérité qui se mettent en place dans tous les pays d'Europe ne vont qu'amplifier ce mouvement de dégradation de l'emploi.

A politique de l'emploi constante, cette poussée du chômage ne sera pas stoppée, bien au contraire. D'après l'OCDE, les 10% de demandeurs d'emploi seront dépassés fin 2012. Le Gouvernement, tout à sa lutte contre l'endettement et ne pensant qu'à sauver le triple A de notre pays, ne semble plus faire de la lutte contre le chômage sa priorité.

Pire, il semble s'abandonner à une forme de fatalité que l'UNSA refuse.

Depuis des mois, nous ne cessons de dire que la question de l'emploi doit devenir la question prioritaire, comme elle l'avait été en 2009 en plein cœur de la précédente crise.

Pour l'UNSA, le Gouvernement doit réactiver les dispositifs du chômage partiel et de formation ; il doit aussi relancer la politique des contrats aidés ; il doit enfin en finir avec cette aberration que constitue, en pleine augmentation du chômage, le subventionnement des heures supplémentaires.

Pour l'UNSA, le Gouvernement doit faire de la lutte contre le chômage sa priorité.

Pour toutes ces raisons, l'UNSA à appeler, dans le cadre de l'intersyndicale, à ce mobiliser la journée du 13 décembre.